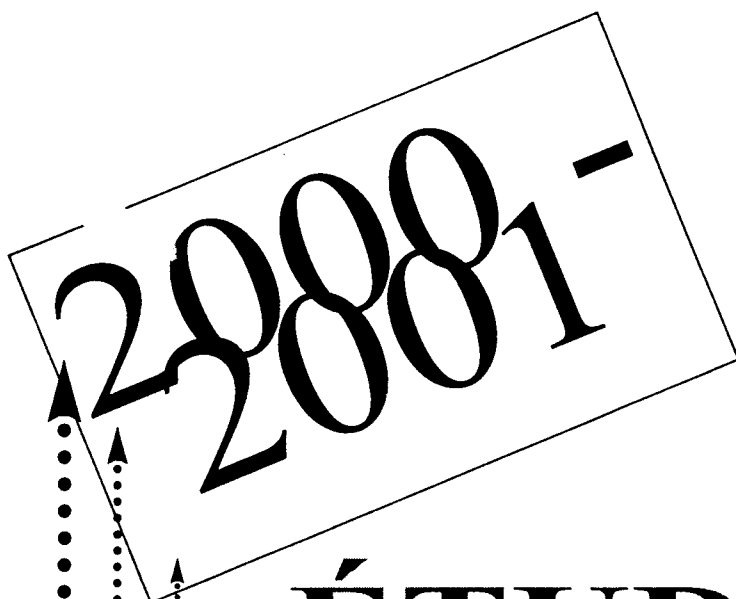


S42A1
C33
2000/01
1
QL
P. gouv.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE



ÉTUDE DES CRÉDITS

CAHIER EXPLICATIF
DES CRÉDITS

AVRIL 2000

Québec 

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE



ÉTUDE DES CRÉDITS

CAHIER EXPLICATIF
DES CRÉDITS

AVRIL 2000

Québec 

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS

Étude des crédits 2000-2001

TABLE DES MATIÈRES

	page
Sommaire des crédits et de l'effectif	3
Budget 2000-2001 Crédits par supercatégories de dépenses	4
Programme 01.01 Direction et services supports à la gestion	5
Programme 01.02 Contrôle des alcools, des courses et des jeux	10
Programme 01.03 Services policiers en milieu autochtone	14
Programme 01.04 Contributions d'employeurs et autres éléments de gestion centrale	17
Programme 02 Sûreté du Québec	22
Programme 03.01 Services correctionnels	27
Programme 03.02 Commission québécoise des libérations conditionnelles	32
Programme 04.01 Expertises judiciaires	37
Programme 04.02 Affaires policières et sécurité-protection	42
Programme 04.03 Recherche des causes et des circonstances des décès	47
Programme 04.04 Commissaire à la déontologie policière	51
Programme 04.05 Comité de déontologie policière	55
Programme 04.06 Sécurité civile	60

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

SOMMAIRE DES CRÉDITS ET DE L'EFFECTIF

PROGRAMMES / ÉLÉMENTS		Crédits initiaux 2000-2001 (k\$)	Crédits comparatifs 1999-2000 (k\$)	Effectif total (ÉTC) 2000-2001	Effectif [1] total (ÉTC) 1999-2000
01	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux				
01-01	Direction et services supports à la gestion	13 253,9	12 772,2	225	225
01-02	Contrôle des alcools, des courses et des jeux	11 110,9	10 915,5	170	170
01-03	Services policiers en milieu autochtone	13 907,8	13 907,8		
01-04	Contributions d'employeur et autres éléments de gestion centrale	101 275,2	94 966,9	68	10
Total programme 01		139 547,8	132 562,4	463	405
02	Sûreté du Québec				
02-01	Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	184 423,8	187 659,7	1 822	1 834
02-02	Gestion interne et soutien	144 339,7	136 712,9	781	781
Total programme 02		328 763,5 [2]	324 372,6 [2]	2 603 [3]	2 615
03	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants				
03-01	Services correctionnels	153 877,7	155 734,2	2 693	2 751
03-02	Commission québécoise des libérations conditionnelles	2 574,7	2 569,5	33	33
Total programme 03		156 452,4	158 303,7	2 726	2 784
04	Sécurité et prévention				
04-01	Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	6 509,6	6 502,6	118	118
04-02	Affaires policières, sécurité-protection	22 974,8 [4]	20 324,8	351	351
04-03	Recherche des causes et des circonstances des décès	4 618,6	4 552,8	48	48
04-04	Commissaire à la déontologie policière	2 762,4	2 706,1	43	43
04-05	Comité de déontologie policière	1 773,7	1 746,1	21	21
04-06	Sécurité civile [5]	13 768,3	13 668,3	162	162
Total programme 04		52 407,4	49 500,7	743	743
GRAND TOTAL		677 171,1	664 739,4	6 535	6 547
ÉCART TOTAL		12 431,7		(12)	
EN %		1,9%		(0,2%)	

[1] Les 60 ÉTC de la réforme de la sécurité civile, les transferts de postes entre ministères et organismes du gouvernement ont été pris en compte dans le calcul de l'effectif comparatif 1999-2000.

[2] Sûreté du Québec	2000-2001 M\$	1999-2000 M\$
- Crédits votés - programme 02	328,8	324,4
- Revenus provenant de la tarification des services de base aux municipalités à être versés au Fonds des services de police	109,5	106,4
- Dépenses reliées à l'administration de la Loi sur les armes à feu comptabilisées dans un compte à fin déterminée extrabudgétaire et remboursées par le gouvernement fédéral	14,1	14,1
- Budget d'investissements du Fonds des services de police	9,0	6,8
Total du niveau d'activités de la Sûreté du Québec	461,4	451,7

[3] Excluant les effectifs de la SQ contribuant aux activités du Fonds des services de police, soit 2 515 ÉTC totaux (policiers et civils) en 2000-2001 et de 2 527 ÉTC totaux (policiers et civils) en 1999-2000.

[4] Comprend en 2000-2001, 1 857,7 k\$ en crédits permanents pour la sécurité à l'Assemblée nationale.

[5] Comprend en 2000-2001, 4 394,0 k\$ en crédits permanents pour l'aide aux sinistrés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

BUDGET 2000-2001
CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

SUPERCATÉGORIES	2000-2001		1999-2000		VARIATION	
	k\$	%	k\$	%	k\$	%
RÉMUNÉRATION	349 909,0	51,7%	351 491,7	52,9%	(1 582,7)	(0,5%)
FONCTIONNEMENT	195 952,8	28,9%	188 648,0	28,4%	7 304,8	3,9%
AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	103 506,1	15,3%	97 824,6	14,7%	5 681,5	5,8%
TRANSFERT	20 937,4	3,1%	20 237,4	3,0%	700,0	3,5%
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES	31,0	0,0%	31,0	0,0%	,0	0,0%
BUDGET DES DÉPENSES	670 336,3	99,0%	658 232,7	99,0%	12 103,6	1,8%
IMMOBILISATIONS	18 153,8	2,7%	18 253,8	2,7%	(100,0)	(0,5%)
PRETS, PLACEMENTS ET AVANCES	61,4	0,0%	61,4	0,0%	,0	0,0%
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	18 215,2	2,7%	18 315,2	2,8%	(100,0)	(0,5%)
MOINS : AMORTISSEMENT	(11 380,4)	(1,7%)	(11 808,5)	(1,8%)	428,1	(3,6%)
TOTAL DES CRÉDITS	677 171,1	100,0%	664 739,4	100,0%	12 431,7	1,9%

Identification	Titre
Programme	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Direction et services supports à la gestion
Responsables	M. Jacques Brind'Amour, sous-ministre M. Rodrigue Desmeules, sous-ministre associé

MANDAT

Outre le Cabinet du ministre, dont le mandat vise notamment à déterminer les orientations ministérielles, ce programme regroupe le Bureau du sous-ministre, la Direction générale des services à la gestion, la Direction des communications et la Direction des affaires juridiques.

LE BUREAU DU SOUS-MINISTRE

Le Bureau du sous-ministre est chargé de coordonner l'ensemble des activités du Ministère et de conseiller le Ministre dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées par la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (L.R.Q., c. M-19.3) et toutes les autres lois ayant des incidences sur la gestion du Ministère.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES À LA GESTION

La Direction générale des services à la gestion coordonne les dossiers à portée ministérielle en plus d'assister et de conseiller les autorités ministérielles ainsi que l'ensemble des gestionnaires en matière de planification stratégique, d'organisation administrative et de gestion des ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles. Elle fournit des services en matière d'analyse et d'évaluation de programme et met à la disposition de l'organisation un ensemble de services administratifs spécialisés en vue de faciliter la réalisation de la mission du Ministère. Cette direction générale est composée des trois unités administratives suivantes :

La Direction de l'organisation et des ressources humaines

Cette direction assiste et conseille les autorités du Ministère et les gestionnaires en matière d'organisation administrative, de développement organisationnel, du suivi et de la gestion des ressources humaines et de conditions de travail des employés.

La Direction de l'informatique et des systèmes

Cette direction conseille le Ministère et les utilisateurs en vue d'une gestion optimale des nouvelles technologies de l'information. Elle est responsable du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et bureautiques, de l'élaboration des procédés et méthodes et de la gestion de l'infrastructure technologique du Ministère.

La Direction des ressources matérielles et financières

Cette direction conseille les autorités du Ministère, coordonne les activités de planification stratégique et budgétaire, d'évaluation des programmes et de développement des outils d'information et de mesure de résultats. Elle assure également la coordination du plan annuel des dépenses et des revenus, de la gestion immobilière, du cadre réglementaire d'adjudication des contrats, de l'approvisionnement et de la téléphonie.

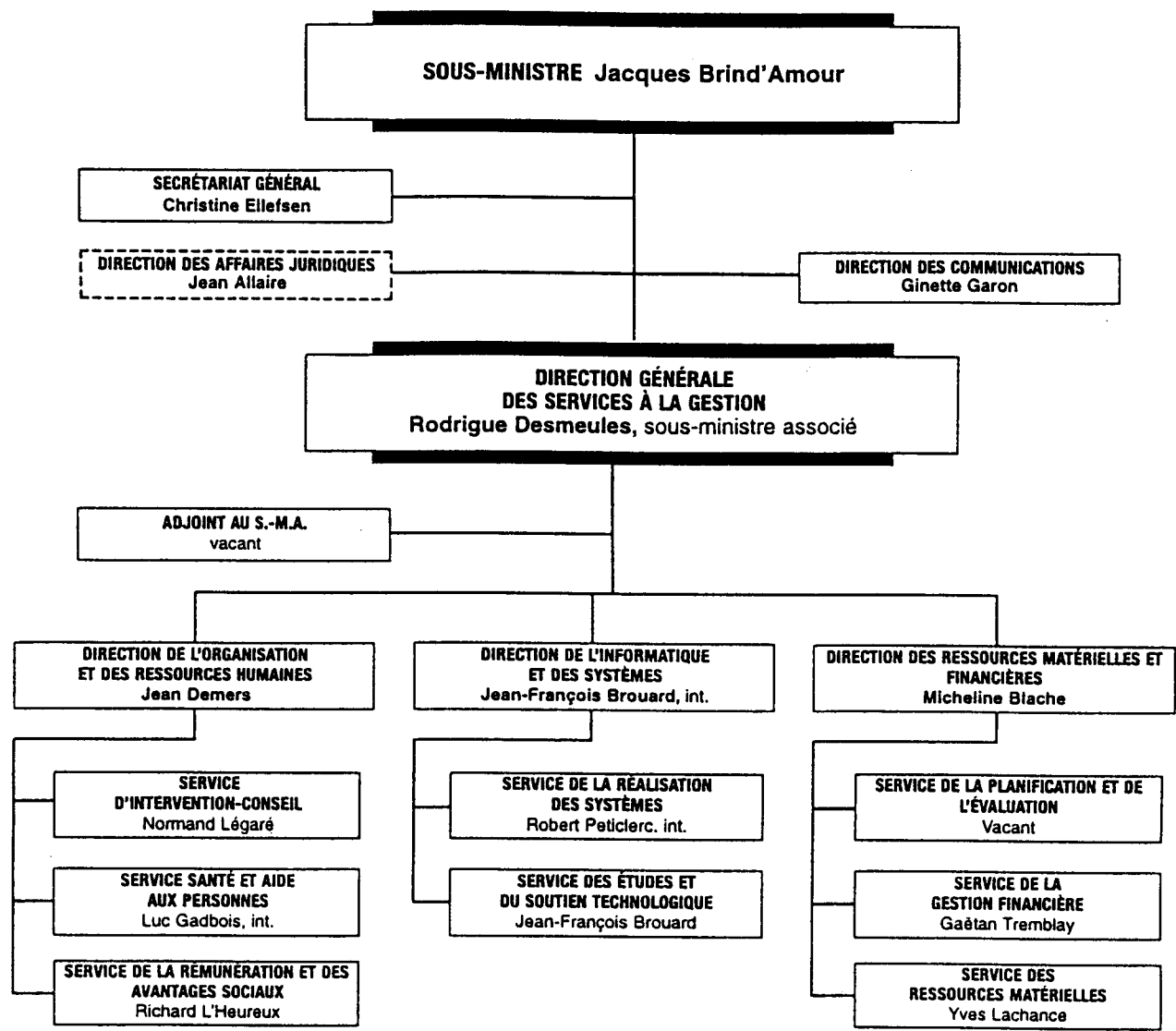
LA DIRECTION DES COMMUNICATIONS

La Direction des communications assiste et conseille les autorités du Ministère dans l'élaboration d'une stratégie de communication ministérielle. De plus, cette direction informe la population en général et certaines clientèles cibles sur les lois, les règlements et les programmes du Ministère et offre des services conseils en matière de communications aux directions générales du Ministère.

LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

Sous la responsabilité du ministère de la Justice, cette direction fournit les services juridiques sur toutes les matières relevant du ministère de la Sécurité publique, ce qui implique notamment de formuler des avis, de préparer la législation et d'assurer le suivi des dossiers à incidence légale.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État *	5	5	-	-
Cadres supérieurs	11	11	-	-
Cadres intermédiaires	2	2	-	-
Professionnels *	93	93	-	-
Techniciens *	58	58	-	-
Personnel de bureau *	51	51	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers	3	3	-	-
Effectif régulier autorisé	223	223	-	-
Effectif total autorisé	225	225	-	-

* Tient compte du transfert de postes et crédits pour la mise en place de la suite sous-ministérielle.

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux			
ÉLÉMENT:	Direction et services supports à la gestion			
RESPONSABLES:	M. Jacques Brind'Amour, sous-ministre M. Rodrigue Desmeules, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	10 600,9	10 049,2	551,7	5,5
Fonctionnement	2 416,6	2 486,6	(70,0)	(2,8)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	226,4	226,4		
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	13 243,9	12 762,2	481,7	3,8
Immobilisations				
Prêts, placements et avances	10,0	10,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	10,0	10,0		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	13 253,9	12 772,2	481,7	3,8
Effectif régulier autorisé	223	223		
Effectif total autorisé	225	225		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 481,7	
Ajustement du SCT:	
. Augmentation salariale	235,8
Autre ajustement:	
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	245,9
Total des variations budgétaires	
481,7	

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégorie

Rémunération: 551,7

. Ajustement du SCT:		
. Augmentation salariale	235,8	
. Autre ajustement:		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	245,9	
. Réaménagement entre supercatégories	70,0	
		551,7

Fonctionnement: (70,0)

. Réaménagement entre supercatégories	(70,0)
---------------------------------------	--------

Total des variations budgétaires 481,7

Identification	Titre
Programme	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Contrôle des alcools, des courses et des jeux
Responsable	M ^e Serge Lafontaine, président

MANDAT

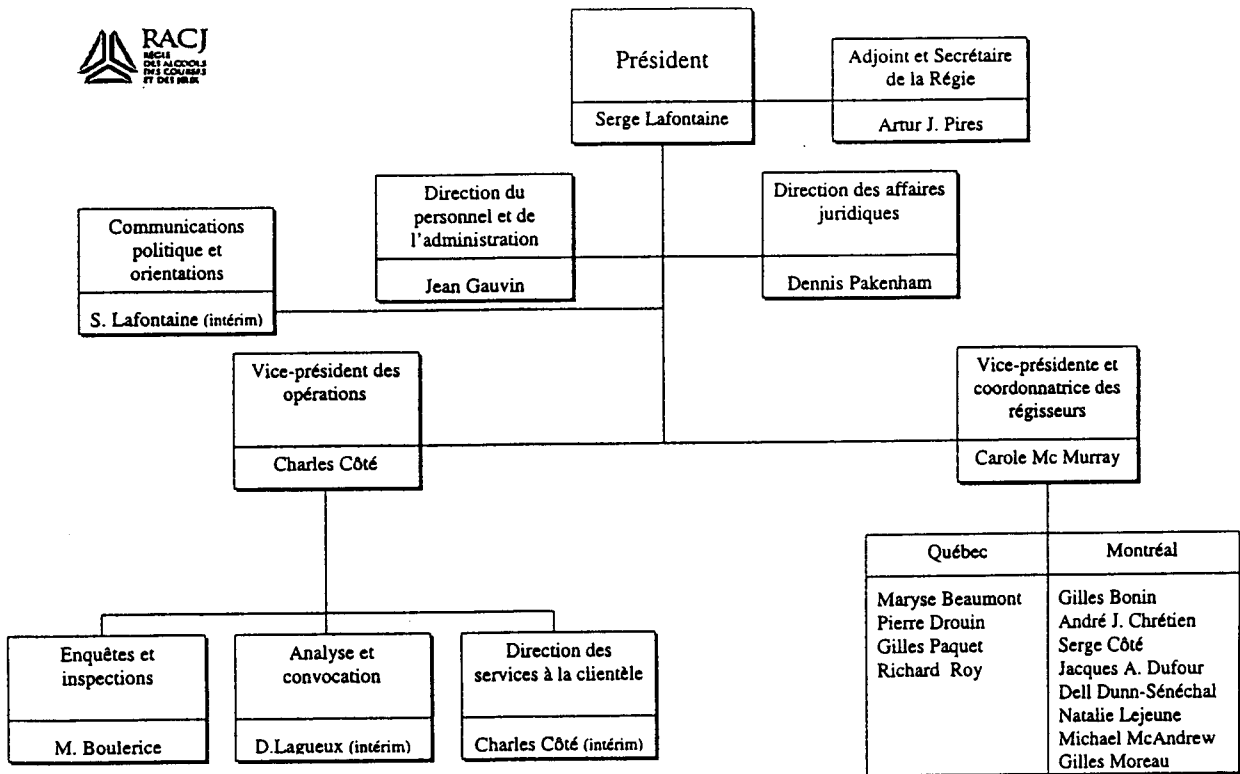
La Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) est instituée en vertu de la Loi sur la Régie des alcools, des courses et des jeux (L.R.Q., c. R-6.1). Elle est chargée de l'administration de la Loi sur les courses, de la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, de la Loi sur les permis d'alcool, du chapitre V de la Loi sur la sécurité dans les sports et de la section III de la Loi sur la Société des alcools du Québec. Cette dernière disposition concerne la production industrielle ou artisanale des boissons alcooliques.

La Régie surveille également l'application des règlements relatifs aux systèmes de loterie des casinos d'État et aux appareils de loterie vidéo, lesquels sont édictés en vertu de la Loi sur la Société des loteries du Québec. Enfin, elle fournit au ministre de la Sécurité publique des avis sur toute question concernant les impacts sociaux et les mesures de sécurité que peuvent nécessiter les activités visées par ces lois ou ces règlements et peut tenir des consultations publiques à cette fin.

Dans la réalisation de sa mission, la Régie exerce notamment les fonctions suivantes :

- délivrer, suspendre, annuler ou révoquer les permis, licences, autorisations et certificats d'immatriculation ou d'enregistrement prescrits sous le régime des lois dont l'administration lui est confiée, sous réserve du deuxième alinéa de l'article de la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (chapitre L-6);
- établir les conditions qui sont rattachées à ces permis et licences et contrôler leur exploitation;
- régir et surveiller les courses de chevaux, l'élevage et l'entraînement des chevaux de course, l'exploitation des salles de paris sur les courses de chevaux et, si le gouvernement l'autorise, toute autre course;
- régir et surveiller les concours publicitaires, les appareils d'amusement, les loteries vidéo, les casinos d'État et les systèmes de loterie qui y sont exploités ainsi que, si le gouvernement l'autorise, les autres systèmes de loterie qui ne seraient pas exploités par la Société des loteries du Québec;
- veiller à la protection et à la sécurité du public lors des activités régies par la Loi sur les courses (chapitre C-72.1) ou la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement;
 - régir les sports de combat pratiqués par des professionnels, préserver le bon renom de ces sports et veiller à ce que la sécurité et l'intégrité des personnes qui y participent ou y assistent soient assurées, sous réserve de l'article 46.2.7 de la Loi sur la sécurité dans les sports (chapitre S-3.1);
- contrôler la publicité et les programmes éducatifs en matière de boissons alcooliques ainsi que ceux concernant les activités régies par la Loi sur les courses ou la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement.

ORGANISATION



20/03/00

Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Président	1	1	-	-
Régisseurs	12	12	-	-
Cadres supérieurs	4	4	-	-
Cadres intermédiaires	4	4	-	-
Professionnels	28	29	(1)	-
Techniciens	48	31	17	0,5
Personnel de bureau	60	75	(15)	(0,2)
Ouvriers		1	(1)	(1,0)
Effectif régulier autorisé	157	157	-	-
Effectif total autorisé	170	170	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux			
ÉLÉMENT:	Contrôle des alcools, des courses et des jeux			
RESPONSABLE:	Me Serge Lafontaine, président			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	8 008,6	7 813,2	195,4	2,5
Fonctionnement	2 926,5	2 926,5		
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	0,7	0,7		
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	10 935,8	10 740,4	195,4	1,8
Immobilisations	167,4	167,4		
Prêts, placements et avances	7,7	7,7		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	175,1	175,1		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	11 110,9	10 915,5	195,4	1,8
Effectif régulier autorisé	157	157		
Effectif total autorisé	170	170		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 195,4

Ajustement du SCT:

- Augmentation salariale

195,4

Total des variations budgétaires

195,4

Identification	Titre
Programme	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Services policiers en milieu autochtone
Responsable	M. Denis Racicot, sous-ministre associé

MANDAT

Le ministère de la Sécurité publique gère un programme de services policiers en milieu autochtone. Ce programme est sous la responsabilité de la Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité. Il repose sur des ententes tripartites (gouvernement du Québec, gouvernement fédéral, communautés) avec les différentes communautés autochtones du Québec concernant la prestation des services policiers dans leur communauté. Jusqu'à maintenant, une trentaine d'ententes sont en force et touchent cinquante des cinquante-quatre communautés autochtones du Québec.

Le Ministère a élaboré ce programme dans un souci d'harmonisation pour la mise en place de services policiers dans les communautés autochtones et ceci en coordination avec les services policiers déjà existants sur le territoire québécois. De plus, ce programme vise à assurer le maintien de l'ordre et de la paix chez les autochtones du Québec et de diminuer les tensions dans certaines communautés.

Une telle approche permet d'assumer la juridiction du Québec en cette matière auprès des autochtones et également d'en partager les coûts avec le gouvernement fédéral, dans une proportion de 52 % pour le fédéral et 48 % pour le Québec. Pour l'année 2000-2001, le ministère de la Sécurité publique dispose de 13,8 M\$ afin de donner suite aux engagements du Québec en cette matière.

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux			
ÉLÉMENT:	Services policiers en milieu autochtone			
RESPONSABLE:	M. Denis Racicot, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	14,0		14,0	
Fonctionnement	48,8	662,8	(614,0)	(92,6)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	13 845,0	13 245,0	600,0	4,5
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	13 907,8	13 907,8		
Immobilisations				
Prêts, placements et avances				
BUDGET D'INVESTISSEMENTS				
Moins: Amortissement				
TOTAL :	13 907,8	13 907,8		
Effectif régulier autorisé				
Effectif total autorisé				

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: 14,0

. Réaménagement entre supercatégories 14,0

Fonctionnement: (614,0)

. Réaménagement entre supercatégories (614,0)

Transfert: 600,0

. Réaménagement entre supercatégories 600,0

Total des variations budgétaires 0,0

Identification	Titre
Programme	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux
Élément	Contributions d'employeur et autres éléments de gestion centrale
Responsables	M. Jacques Brind'Amour, sous-ministre M. Rodrigue Desmeules, sous-ministre associé

MANDAT

Cet élément de programme regroupe certaines dépenses imputées centralement pour fin d'allégement administratif. Il s'agit des contributions du Ministère à titre d'employeur, du budget d'investissements et de la dépense afférente en amortissement, du coût du loyer du parc immobilier et des autres éléments de gestion centrale.

L'élément de programme comprend également des crédits destinés aux autres priorités ministérielles pouvant être financées centralement, tels la mise en place d'une nouvelle architecture technologique, la prévention de la criminalité, le renforcement de la sécurité civile et la réinsertion sociale des contrevenants.

LES CONTRIBUTIONS D'EMPLOYEUR

Ce poste regroupe les enveloppes affectées aux contributions d'employeur pour la Régie des rentes, les programmes de santé, l'assurance emploi, les assurances collectives et une partie de la contribution du Ministère pour la santé et la sécurité au travail.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

Il s'agit des crédits relatifs aux projets de développement informatique et aux acquisitions courantes en immobilisation (ameublement, équipement, flotte automobile, etc.).

AUTRES ÉLÉMENTS DE DÉPENSES

Ces dépenses regroupent le coût du loyer du parc immobilier du Ministère, des télécommunications, du courrier, de la messagerie, de l'amortissement afférent aux investissements et autres services communs.

ORGANISATION

Sommaire des effectifs (Postes vacants non pourvus)

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État				
Cadres supérieurs				
Cadres intermédiaires	4	-	4	
Professionnels	10	10	-	-
Techniciens				
Personnel de bureau				
Agents de la paix	53	-	53	
Ouvriers	1	-	1	
Effectif régulier autorisé	68	10	58	5,8
Effectif total autorisé	68	10	58	5,8

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Gestion interne et encadrement des activités reliées à l'alcool, aux courses et aux jeux			
ÉLÉMENT:	Contributions d'employeur et autres éléments de gestion centrale			
RESPONSABLES:	M. Jacques Brind'Amour, sous-ministre M. Rodrigue Desmeules, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	19 931,9	19 790,4	141,5	0,7
Fonctionnement	82 355,0	75 988,2	6 366,8	8,4
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses	31,0	31,0		
BUDGET DES DÉPENSES	102 317,9	95 809,6	6 508,3	6,8
Immobilisations	3 159,9	3 259,9	(100,0)	(3,1)
Prêts, placements et avances				
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	3 159,9	3 259,9	(100,0)	(3,1)
Moins: Amortissement	(4 202,6)	(4 102,6)	(100,0)	2,4
TOTAL :	101 275,2	94 966,9	6 308,3	6,6
Effectif régulier autorisé	68	10	58	5,8
Effectif total autorisé	68	10	58	5,8

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 6 308,3

Ajustements du SCT:		
. Augmentation salariale	493,8	
. Nouvelle tarification des loyers SIQ et projets immobiliers (réaménagement global de Bordeaux, phase 1, aile B)	1 548,8	
. Variation nette des crédits relatifs aux contributions d'employeur	9,2	
. Réforme de la sécurité civile (annualisation de la récurrence de 1999-2000)	872,9	
. Poursuite de l'implantation de la vidéocomparution	300,0	
		<hr/>
		3 224,7

Autres ajustements:		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	2 783,6	
. Besoins additionnels pour priorités ministérielles	300,0	
		<hr/>
		3 083,6

Total des variations budgétaires	<hr/>	6 308,3
---	-------	----------------

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: 141,5

. Ajustements du SCT:		
. Augmentation salariale	493,8	
. Variation nette des crédits relatifs aux contributions d'employeur	9,2	
. Réforme de la sécurité civile (annualisation de la récurrence 1999-2000)	265,9 [a]	
. Autre ajustement:		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	(627,4) [b]	
		141,5

Fonctionnement: 6 366,8

. Ajustements du SCT:		
. Nouvelle tarification des loyers SIQ et projets immobiliers (réaménagement global de Bordeaux, phase 1, aile B)	1 548,8	
. Réforme de la sécurité civile (annualisation de la récurrence 1999-2000)	1 007,0 [a]	
. Nouvel amortissement pour l'investissement additionnel pour la vidéocomparution	100,0	
. Autres ajustements:		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	3 411,0 [b]	
. Besoins additionnels pour priorités ministérielles	300,0	
		6 366,8

Immobilisations: (100,0)

. Ajustements du SCT:		
. Réforme de la sécurité civile (annualisation de la récurrence 1999-2000)	(400,0) [a]	
. Poursuite de l'implantation de la vidéocomparution	300,0	
		(100,0)

Moins: Variation de l'amortissement	(100,0)
-------------------------------------	----------------

Total des variations budgétaires**6 308,3**

[a] Réforme de la sécurité civile: 872,9 k\$

[b] Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles: 2783,6 k\$

Identification	Titre
Programme	Sûreté du Québec
Élément	
Responsable	Monsieur Florent Gagné, directeur général

MANDAT

Le législateur québécois a défini en ces termes le mandat de la Sûreté du Québec : « La Sûreté du Québec est, sous l'autorité du ministre de la Sécurité publique chargée de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans tout le territoire du Québec, de prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois du Québec, et d'en rechercher les auteurs... » (L.R.Q., c. P-13, art. 39).

De plus, «la Sûreté maintient un service central de renseignements ayant pour but de faciliter la détection du crime et le dépistage de leurs auteurs et met ce service à la disposition des autres corps de police». (L.R.Q., c. P-13, art. 39.1).

Dans le cadre de son mandat légal, la Sûreté du Québec applique diverses lois fédérales sur le territoire québécois, dont principalement le *Code criminel*, la *Loi sur les aliments et drogues*, la *Loi sur les explosifs*, la *Loi sur les stupéfiants* et la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

De même, elle est chargée de l'application de nombreuses lois québécoises, notamment le *Code de la sécurité routière*, la *Loi sur l'assurance automobile*, la *Loi sur les loteries et courses*, la *Loi sur les explosifs*, la *Loi sur les agences d'investigation ou de sécurité*, la *Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques*, la *Loi sur les permis d'alcool* et la *Loi sur la Société des alcools*.

Par ses services spécialisés, elle est aussi appelée à porter assistance aux corps policiers municipaux en cas de besoin, agissant ainsi en complémentarité avec ces derniers.

Enfin, en vertu de la convention de la Baie-James et du Nord québécois, la Sûreté s'est vue confier le mandat d'assurer la continuité de l'organisation des services de protection policière chez les Cris de la Baie-James, les Inuits et les Naskapis.

ORGANISATION

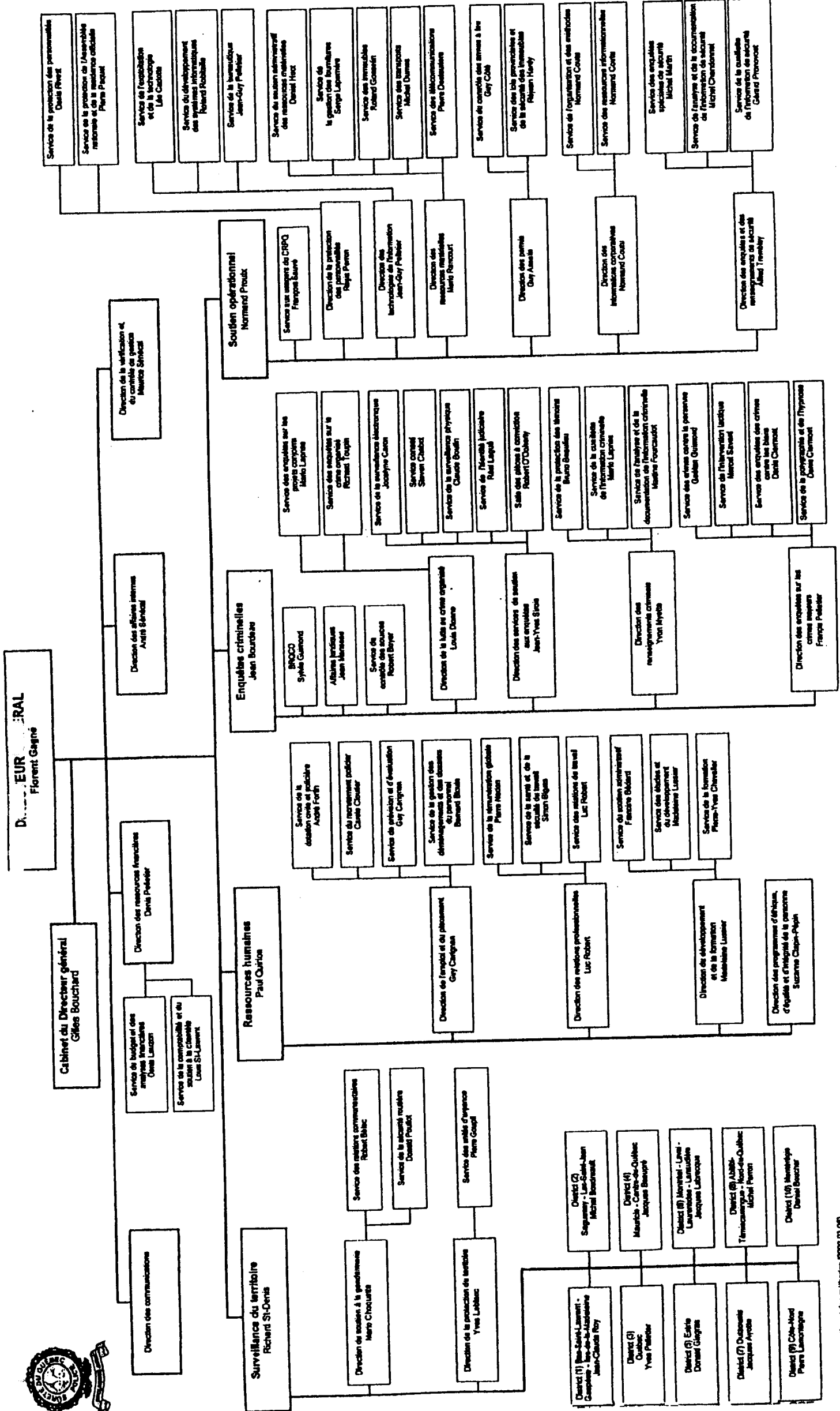
Organigramme

Voir annexe ci-joint

Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
EFFECTIF CIVIL				
Cadres supérieurs	21	17	4	23,5
Cadres intermédiaires	25	25	-	-
Professionnels	123	123	-	-
Techniciens	160	160	-	-
Personnel de bureau	810	814	(4)	(,5)
Agents de la paix	-	-	-	-
Ouvriers	28	28	-	-
Effectif régulier civil autorisé	1 167	1 167	-	-
Effectif total civil autorisé	1 402	1 402	-	-
EFFECTIF POLICIER				
Directeur général	1	1	-	-
Directeurs généraux adjoints	5	4	1	25,0
Inspecteurs-chefs	19	20	(1)	(5,0)
Inspecteurs	37	31	6	19,4
Capitaines	79	67	12	17,9
Sergents	288	260	28	10,8
Caporaux	421	410	11	2,7
Agents réguliers et auxiliaires	2 866	2 947	(81)	(2,7)
Effectif policier autorisé	3 716	3 740	(24)	(,6)
GRAND TOTAL *	5 118	5 142	(24)	(,5)

* Le grand total de 5 118 ETC comprend les effectifs autorisés de 2 603 ETC au programme 02 du Livre des crédits ainsi que les effectifs contribuant aux activités du Fonds des services de police au nombre de 2 515 ETC. Il est à noter que les effectifs autorisés de 2 603 ETC au Livre des crédits incluent les effectifs contribuant aux activités du compte à fin déterminée pour l'administration de la Loi sur les armes à feu au nombre de 266 ETC.



SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sureté du Québec			
ÉLÉMENT:	01 Protection de la société, des citoyens et de leurs biens			
	02 Gestion interne et soutien			
RESPONSABLE:	M. Florent Gagné, directeur général			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	154 549,8	157 260,5	(2 710,7)	(1,7)
Fonctionnement	63 211,0	62 319,0	892,0	1,4
Affectation à un fonds spécial	103 506,1	97 824,6	5 681,5	5,8
Transfert - Support				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	321 266,9	317 404,1	3 862,8	1,2
Immobilisations	14 664,4	14 664,4		
Prêts, placements et avances	10,0	10,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	14 674,4	14 674,4		
Moins: Amortissement	(7 177,8)	(7 705,9)	528,1	(6,9)
TOTAL :	328 763,5	324 372,6	4 390,9	1,4
Effectif régulier autorisé	2 392	2 404	(12)	(0,5)
Effectif total autorisé	2 603	2 615	(12)	(0,5)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: (2 710,7)

. Réaménagement budgétaire et révision des bases de répartition des dépenses entre la SQ et le Fonds des services de police	(5 831,4)	
. Indexation salariale	3 930,7	
. Mesures de réduction des dépenses	(810,0)	
		(2 710,7)

Fonctionnement: 892,0

. Réaménagement budgétaire et révision des bases de répartition des dépenses entre la SQ et le Fonds des services de police	1 026,9	
. Mesures de réduction des dépenses	(190,0)	
. Ajustement des loyers de la S.I.Q.	55,1	
		892,0

Affectation à un fonds spécial: 5681,5

. Réaménagement budgétaire et révision des bases de répartition des dépenses entre la SQ et le Fonds des services de police	4 804,5	
. Indexation salariale	1 877,0	
. Mesures de réduction des dépenses	(1 000,0)	
		5 681,5

Amortissement: 528,1

. Variation des dépenses d'amortissement		528,1
--	--	-------

Total des variations budgétaires 4 390,9

Identification	Titre
Programme	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Élément	Services correctionnels
Responsable	M. Roger Giroux, sous-ministre associé

MANDAT

En tant que composante du système de justice pénale, la Direction générale des services correctionnels travaille en étroite association avec ses partenaires de la communauté, afin :

- d'éclairer les intervenants judiciaires sur tous les aspects devant permettre l'imposition des mesures non sentencielles et sentencielles appropriées aux personnes reconnues coupables d'un crime;
- d'administrer les décisions du tribunal et les demandes des autres intervenants judiciaires en favorisant, auprès des personnes qui lui sont confiées, la prise en charge de leurs responsabilités et ce, dans le respect de leurs droits;
- de travailler activement à la réinsertion sociale des personnes contrevenantes.

La Direction générale des services correctionnels (DGSC) applique la *Loi sur les services correctionnels du Québec* et ses règlements, certains articles du *Code criminel*, du *Code de procédure pénale* et de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus*.

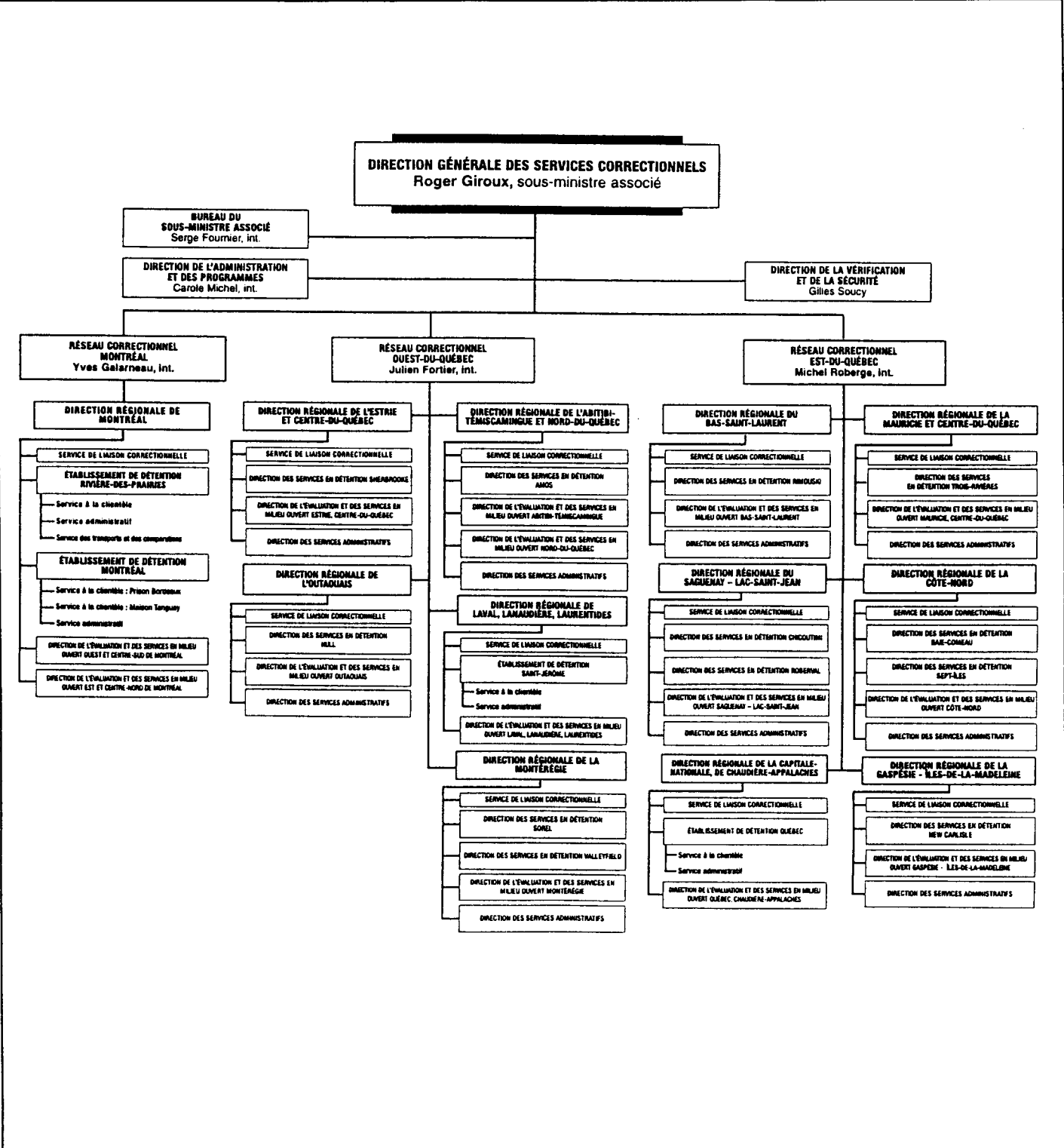
Concrètement, la DGSC assure la garde des personnes prévenues ainsi que des personnes condamnées à des peines inférieures à deux ans. Elle leur apporte, avec le concours de la communauté, le soutien nécessaire à leur réinsertion sociale. La DGSC assure également la présence au tribunal des personnes prévenues lors des comparutions, effectue les transferts des personnes incarcérées. Elle offre aussi à l'occasion son soutien aux corps policiers qui ont besoin de places en détention pour les personnes en attente de comparution (demandes d'assistance à l'administrateur).

De plus, au moyen d'une procédure appelé « Éclairage aux tribunaux », le personnel de la Direction générale fournit à la Cour des renseignements sur le cheminement des personnes contrevenantes afin d'aider les juges à rendre la sentence la plus adéquate possible. Le personnel de la DGSC joue également un rôle actif dans le suivi de l'application des mesures probatoires avec surveillance, de travaux communautaires, d'ordonnance de sursis, de libération conditionnelle ou d'autres dispositions prévues aux lois, pour faciliter la réinsertion sociale des personnes qui leur sont confiées. Ce travail d'information, d'aide et de conseil se fait en étroit partenariat avec la communauté. Enfin, la Direction générale est aussi responsable des services de liaison à la Cour, du programme Alcofrein et du programme de travaux compensatoires.

La Direction générale a amorcé en 1995-1996 la réforme de l'organisation correctionnelle québécoise. À partir d'un certain nombre de constats portant sur l'ensemble du système pénal et en tenant compte de l'évolution de l'environnement gouvernemental, social et pénal, la réforme propose de passer d'un traitement trop axé sur la répression et l'incarcération à un traitement plus axé, entre autres, sur la prévention, la résolution des conflits et un recours à l'incarcération pour les seuls individus qui menacent la sécurité de la population et sur une utilisation modérée et adéquate des systèmes pénal et correctionnel. Dans ce contexte, les actions entreprises ont touché la restructuration administrative de l'organisation afin d'intégrer et de régionaliser les services à la clientèle, la révision des processus de prestation de services, l'adaptation de la contribution des organismes communautaires, un meilleur arrimage des interventions des milieux ouvert et fermé ainsi que des avis mieux adaptés aux demandes des tribunaux.

La Direction générale des services correctionnels a complété la révision des processus et a maintenant en main un cadre d'action pour définir comment elle offrira dorénavant les services aux clientèles en association avec ses partenaires communautaires. Pour les mois à venir, la DGSC poursuivra l'implantation des processus révisés.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Administrateur d'État				
Cadres supérieurs	10	10	-	-
Cadres intermédiaires	251	255	(4)	(1,2)
Professionnels	387	387	-	-
Techniciens	56	56	-	-
Personnel de bureau	245	245	-	-
Agents de la paix	1520	1573	(53)	(3,5)
Ouvriers	125	126	(1)	(0,7)
Effectif régulier autorisé	2594	2652	(58)	(2,2)
Effectif total autorisé	2693	2751	(58)	(2,1)

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants			
ÉLÉMENT:	Services correctionnels			
RESPONSABLE:	M.Roger Giroux, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	119 363,8	122 756,4	(3 392,6)	(2,8)
Fonctionnement	34 503,9	32 967,8	1 536,1	4,7
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	153 867,7	155 724,2	(1 856,5)	(1,2)
Immobilisations				
Prêts, placements et avances	10,0	10,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	10,0	10,0		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	153 877,7	155 734,2	(1 856,5)	(1,2)
Effectif régulier autorisé	2 594	2 652	(58)	(2,2)
Effectif total autorisé	2 693	2 751	(58)	(2,1)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de (1 856,5)		
Mesures d'économies budgétaires:		
. Transformation de postes d'ASC en fonctionnaires	(695,6)	
. Diminution des crédits pour témoins repentis	(117,0)	
. Réduction de l'opération de Valleyfield à 5 jours/semaine	(359,9)	
. Abolition de primes aux agents en milieu ouvert	(145,8)	
. Cession du quartier cellulaire au palais de justice de Laval	(207,3)	
. Conversion de la capacité opérationnelle en capacité variable	(291,8)	
		(1 817,4)
Ajustement du SCT:		
. Augmentation salariale		3 075,3
Autres ajustements:		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	(2 814,4)	
. Besoins additionnels pour priorités ministérielles	(300,0)	
		(3 114,4)
Total des variations budgétaires		(1 856,5)

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: (3 392,6)

. Mesures d'économies budgétaires:		
. Transformation de postes d'ASC en fonctionnaires	(695,6)	
. Diminution des crédits pour témoins repentis	(117,0)	
. Réduction de l'opération de Valleyfield à 5 jours/semaine	(359,9)	
. Abolition de primes aux agents en milieu ouvert	(145,8)	
. Cession du quartier cellulaire au palais de justice de Laval	(207,3)	
. Conversion de la capacité opérationnelle en capacité variable	(291,8)	
		(1 817,4)
. Ajustement du SCT:		
. Augmentation salariale		3 075,3
. Autres ajustements		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	(2 534,4) [a]	
. Réaménagement entre supercatégories	(2 116,1) [a]	
		(3 392,6)

Fonctionnement: 1 536,1

. Autres ajustements		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	(280,0) [a]	
. Besoins additionnels pour priorités ministérielles	(300,0) [a]	
. Réaménagement entre supercatégories	2 116,1 [a]	
		1 536,1

Total des variations budgétaires (1 856,5)

[a] Autres ajustements: (3114,4 k\$)

Identification	Titre
Programme	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants
Élément	Commission québécoise des libérations conditionnelles
Responsable	Madame Isabelle Demers, présidente

MANDAT

La Commission québécoise des libérations conditionnelles a pour mission de protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue. Elle a pour mandat légal d'octroyer ou de refuser la libération conditionnelle à toute personne condamnée, entre six et vingt-quatre mois dans un établissement de détention de compétence provinciale, à une peine en vertu d'une infraction au code criminel ou aux lois pénales provinciales. En cas d'octroi, elle détermine les modalités d'application incluant la suspension et la révocation de la libération conditionnelle en cas de bris de condition ou de récidive.

En vertu de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus* (L.R.Q., c. L.-1.1) la Commission doit procéder à l'examen du dossier de la personne détenue au moment de son admissibilité à une libération conditionnelle, soit au tiers de la sentence d'incarcération. À moins que la personne n'y renonce par écrit, son cas fait automatiquement l'objet d'un examen.

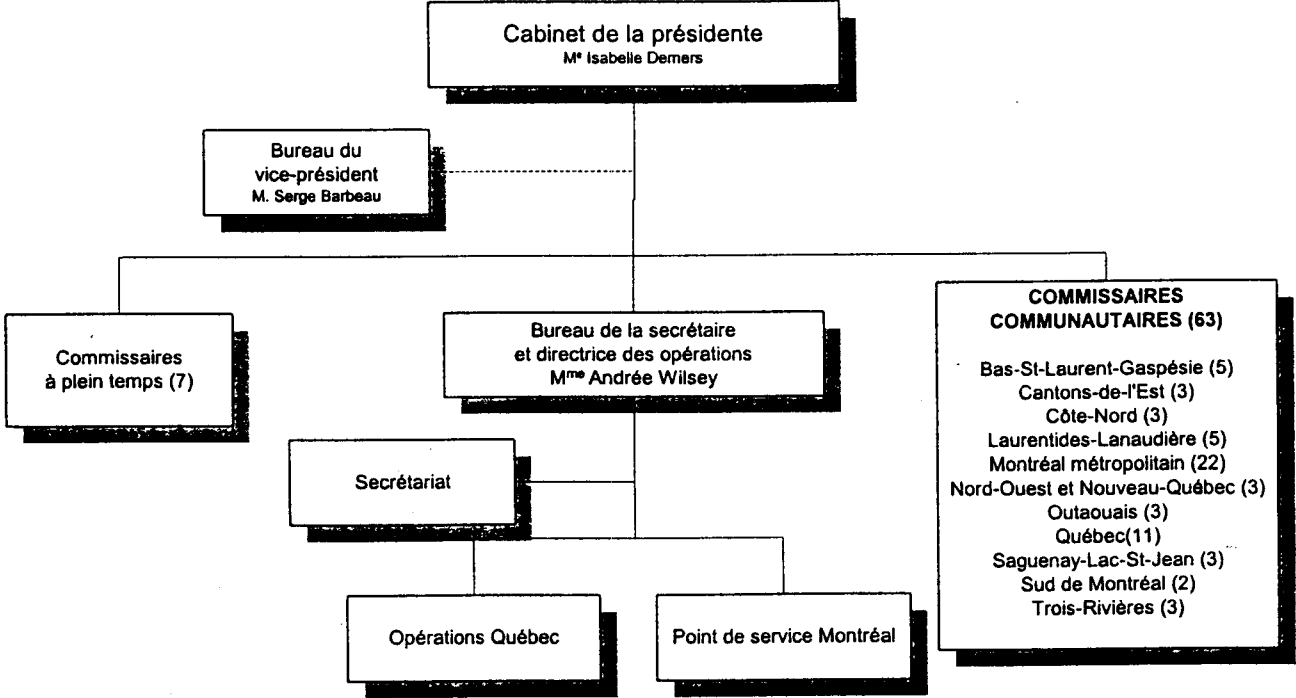
La Commission détient aussi une compétence exclusive en matière de libération conditionnelle pour les personnes détenues dans un établissement de détention provincial à la suite d'une sentence de deux ans et plus. Elle agit aussi comme tribunal d'appel pour les cas de refus ou de révocation en matière d'absence temporaire.

Les audiences sont tenues dans les dix-sept établissements de détention du Québec et dans quatre locaux des Services correctionnels du Québec pour les personnes bénéficiant d'un programme extérieur de réinsertion sociale. Ces audiences sont tenues par un membre à plein temps et un membre à temps partiel (commissaire communautaire). Ils décident à l'unanimité de l'octroi ou du refus de la libération conditionnelle. La décision doit être écrite, motivée et rendue le jour même, sauf exception.

En rendant sa décision, la Commission tient compte conformément à la loi de toute l'information disponible et notamment, de la personnalité et du comportement de la personne détenue, de son casier judiciaire, de son habileté à remplir ses obligations, de ses projets, de ses relations familiales et sociales, de ses emplois antérieurs et de ses aptitudes au travail. De plus, elle prend acte de sa conduite pendant la période de détention et pendant toute période de mise en liberté sous condition antérieure à sa date d'admissibilité à la libération conditionnelle.

ORGANISATION

COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Présidente	1	1	-	-
Commissaires	8	8	-	-
Cadres supérieurs	1	1	-	-
Professionnels	8	8	-	-
Techniciens	0	0	-	-
Personnel de bureau	13	13	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	31	31	-	-
Effectif total autorisé	33	33	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants			
ÉLÉMENT:	Commission québécoise des libérations conditionnelles			
RESPONSABLE:	Mme Isabelle Demers, présidente			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	1 886,8	1 768,8	118,0	6,7
Fonctionnement	676,3	789,1	(112,8)	(14,3)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	2 563,1	2 557,9	5,2	0,2
Immobilisations	10,4	10,4		
Prêts, placements et avances	1,2	1,2		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	11,6	11,6		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	2 574,7	2 569,5	5,2	0,2
Effectif régulier autorisé	31	31		
Effectif total autorisé	33	33		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

• Explication de l'écart global de 5,2

Ajustements du SCT:

- Augmentation salariale

44,2

. Nouvelle tarification des loyers SIQ

(39,0)

5,2

Total des variations budgétaires

5,2

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: 118,0

. Ajustement du SCT:		
. Augmentation salariale	44,2	
. Réaménagement entre supercatégories	73,8	
		118,0

Fonctionnement: (112,8)

. Ajustement du SCT:		
. Nouvelle tarification des loyers SIQ	(39,0)	
. Réaménagement entre supercatégories	(73,8)	
		(112,8)

Total des variations budgétaires 5,2

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Expertises judiciaires
Responsables	M. Denis Racicot, sous-ministre associé M. Yves Ste-Marie, directeur du Laboratoire

MANDAT

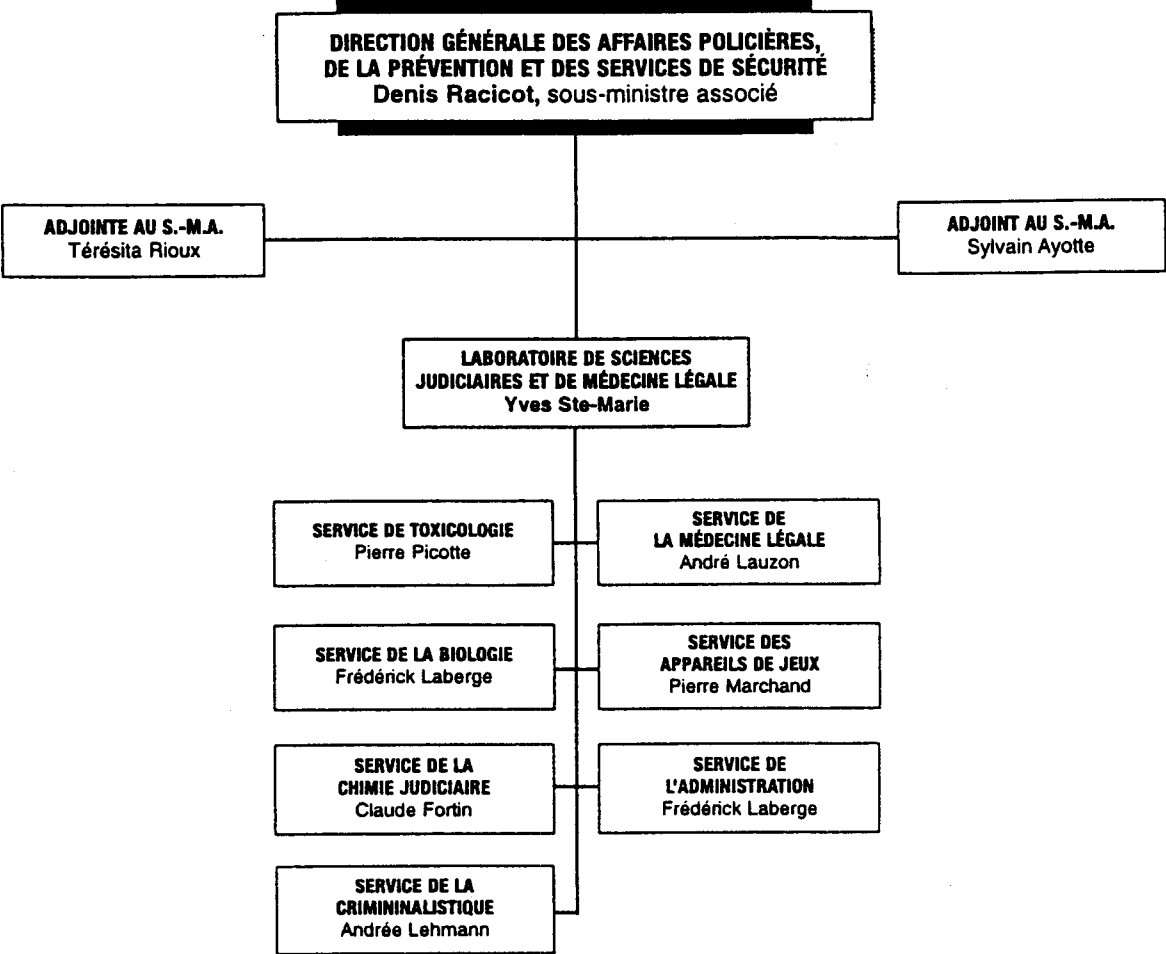
Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale de la Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité a pour mandat d'effectuer, à des fins d'administration de la justice et de soutien aux enquêtes policières et judiciaires, des expertises impartiales dans différents domaines hautement spécialisés. Le système judiciaire en place au Québec étant basé sur la présomption d'innocence, cette direction doit fournir le support nécessaire à l'administration de la justice, notamment par l'entremise d'expertises judiciaires. C'est ainsi que le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale recueille des éléments de preuve et d'expertise judiciaire dans le domaine de la médecine légale, des sciences judiciaires, de la toxicologie et de l'alcool, de la chimie, de la physique, de la biologie et de l'expertise comptable.

En plus de soutenir et d'orienter les enquêtes policières, les résultats des expertises peuvent conduire à innocenter des suspects et à éviter que des accusations préjudiciables ne soient portées contre eux. À l'inverse, ils servent souvent à incriminer un suspect.

Le Laboratoire a amélioré de façon significative au cours de la dernière année son expertise en matière de production de la preuve par le recours à une nouvelle technologie en matière d'analyse de l'ADN humain. Il se met aussi au diapason des autres juridictions nord-américaines et pourra participer à l'échange d'information avec ces dernières.

Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale participe également au processus garantissant l'intégrité des appareils de jeux pour les casinos d'État et le système public de loterie vidéo. Il est responsable de la certification des jeux et des prototypes d'appareils, de même que de la vérification des jeux et des appareils à l'issue de leur fabrication ou lorsque des modifications y sont apportées.

Sur le plan administratif, la transformation de la Direction des expertises judiciaires en une Unité autonome de services (UAS), tout en mettant l'accent sur la mesure des résultats attendus, lui a donné plus de latitude dans sa gestion quotidienne. Dans ce contexte, le Laboratoire envisage notamment de mettre davantage à contribution ses clientèles dans le financement de ses services.



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État				
Cadres supérieurs	1	1	-	-
Cadres intermédiaires	3	3	-	-
Professionnels	61	61	-	-
Techniciens	33	33	-	-
Personnel de bureau	20	20	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	118	118	-	-
Effectif total autorisé	118	118	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Expertises judiciaires			
RESPONSABLES:	M. Denis Racicot, sous-ministre associé M. Yves Ste-Marie, directeur du Laboratoire			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	5 741,3	5 590,3	151,0	2,7
Fonctionnement	768,3	912,3	(144,0)	(15,8)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	6 509,6	6 502,6	7,0	0,1
Immobilisations				
Prêts, placements et avances				
BUDGET D'INVESTISSEMENTS				
Moins: Amortissement				
TOTAL :	6 509,6	6 502,6	7,0	0,1
Effectif régulier autorisé	118	118		
Effectif total autorisé	118	118		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de	7,0
. Ajustement du SCT:	
. Augmentation salariale	139,8
. Autre ajustement:	
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	(132,8)
Total des variations budgétaires	7,0

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: 151,0

. Ajustement du SCT:		
. Augmentation salariale	139,8	
. Autre ajustement:		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	11,2 [a]	
		151,0

Fonctionnement: (144,0)

. Autre ajustement:		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles		(144,0) [a]

Total des variations budgétaires	7,0
----------------------------------	-----

[a] Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles: (132,8 k\$)

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Affaires policières et sécurité-protection
Responsable	M. Denis Racicot, sous-ministre associé

MANDAT

La Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité a pour mandat de conseiller le Ministre en matière d'organisation policière, de prévention de la criminalité et de sécurité publique.

À cette fin, la direction générale est chargée d'élaborer et de proposer des politiques applicables en ces domaines. Elle veille à l'application des lois relatives au milieu policier et favorise la promotion de la coordination de l'action policière et du milieu de la prévention. Également, la direction générale délivre, renouvelle, suspend ou révoque les permis d'agences d'investigation ou de sécurité. De plus, elle est chargée d'assurer le transport et la protection des membres du Conseil exécutif et la sécurité de certains édifices gouvernementaux. Enfin, la direction générale gère le programme de services policiers en milieu autochtone et assume la coordination des actions ministérielles concernant les communautés autochtones.

La direction générale comprend quatre unités administratives : la Direction des affaires policières et de la prévention de la criminalité, la Direction des services de sécurité et de protection, la Direction du Service général d'inspection des corps policiers et le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale, qui fut transformé en 1996-1997 en unité autonome de services.

La Direction des affaires policières et de la prévention de la criminalité

La Direction des affaires policières et de la prévention de la criminalité est responsable de l'application des dispositions de la Loi de police (L.R.Q., c. P-13) relatives à l'établissement, au maintien ou à l'abolition d'un corps de police ou à la diminution de son effectif. Elle conseille les autorités du Ministère relativement à la conclusion d'ententes intermunicipales et aux demandes d'enquête sur les services de police qui sont soumises à l'approbation du Ministre. Elle prépare également les dossiers relatifs aux permis d'agences d'investigation ou de sécurité ainsi que pour la nomination des constables spéciaux. De plus, elle favorise la coordination des activités policières, notamment à la suite des questions soulevées par les tribunaux ou le Bureau du coroner, ou encore à la suite de l'adoption de différentes lois par l'Assemblée nationale. Elle exerce aussi ses fonctions en favorisant le développement et la promotion de la prévention de la criminalité au Québec et elle coordonne l'action des différents partenaires impliqués en ce domaine.

La Direction des services de sécurité et de protection

La Direction des services de sécurité et de protection a un double mandat. En premier lieu, elle assure la sécurité et le maintien de l'ordre dans les palais de justice et dans certains édifices gouvernementaux. Deuxièmement, elle assure la protection et le transport des membres du Conseil exécutif et de différentes personnalités désignées par le gouvernement.

La Direction du service général d'inspection des corps policiers

Le Direction du service général d'inspection des corps policiers assume l'inspection de l'administration de l'ensemble des corps de police du Québec ainsi que les activités de leurs membres et des constables spéciaux.

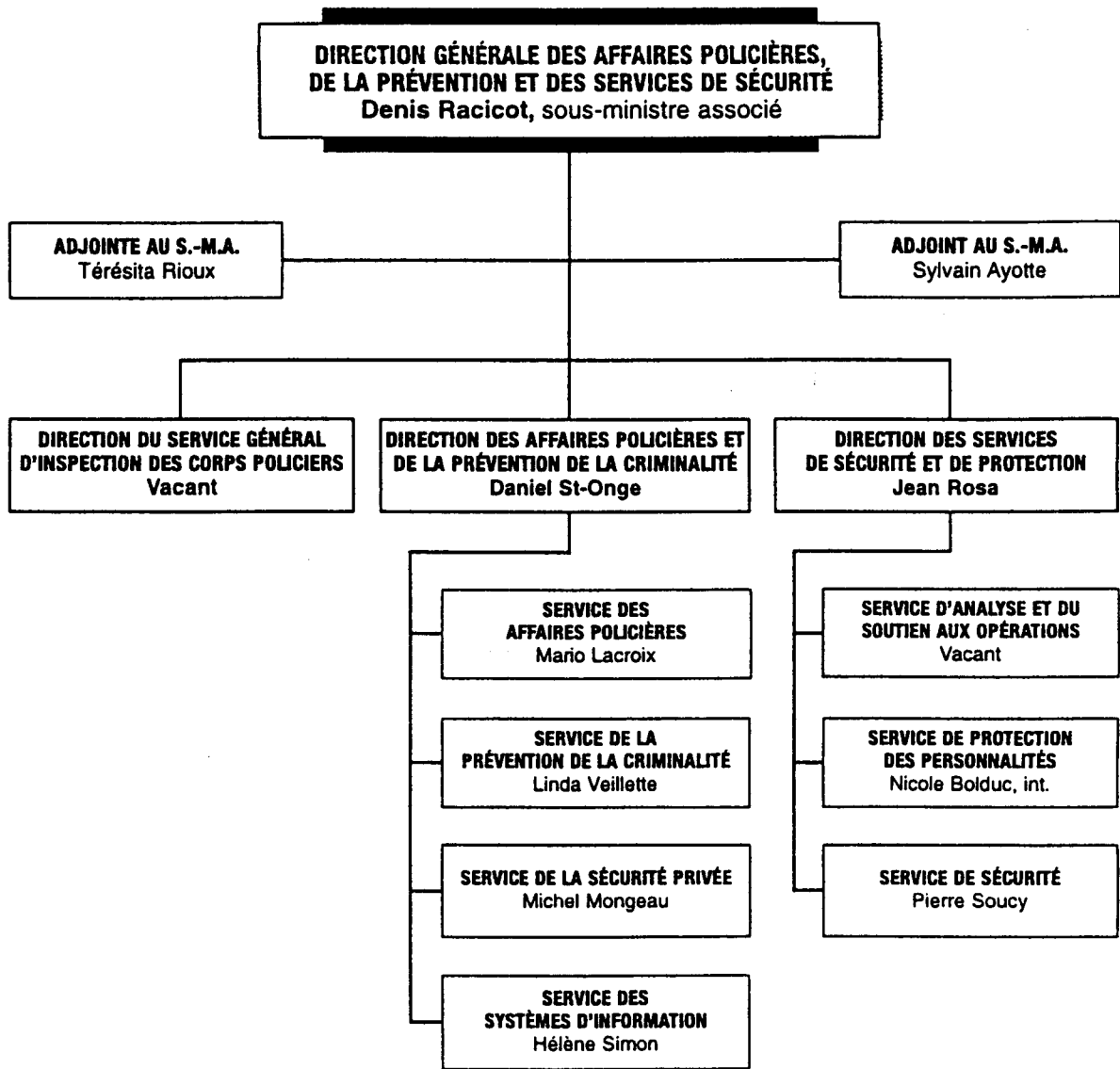
Le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale

Le mandat de cette unité administrative est décrit au programme 04, élément 01.

Les services policiers en milieu autochtone

Le mandat de cette activité est décrit au programme 01, élément 03.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Administrateurs d'État				
Cadres supérieurs	4	4	-	-
Cadres intermédiaires	9	9	-	-
Professionnels	29	29	-	-
Techniciens	4	4	-	-
Personnel de bureau	25	25	-	-
Agents de la paix	278	278	-	-
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	349	349	-	-
Effectif total autorisé	351	351	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Affaires policières et sécurité-protection			
RESPONSABLE:	M. Denis Racicot, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	16 412,6	15 142,8	1 269,8	8,4
Fonctionnement	4 803,9	5 023,7	(219,8)	(4,4)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	1 748,3	148,3	1 600,0	10,8
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	22 964,8	20 314,8	2 650,0	13,0
Immobilisations				
Prêts, placements et avances	10,0	10,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	10,0	10,0		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	22 974,8	20 324,8	2 650,0	13,0
Effectif régulier autorisé	349	349		
Effectif total autorisé	351	351		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: 1 269,8

. Ajustements du SCT :		
. Augmentation salariale	397,4	
. Amendement de la convention collective des gardes du corps-chauffeurs concernant la relativité salariale	87,9	
. Autres ajustements:		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	764,7 [a]	
. Réaménagement entre supercatégories	19,8	
		1 269,8

Fonctionnement: (219,8)

. Autres ajustements:		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	(200,0) [a]	
. Réaménagement entre supercatégories	(19,8)	
		(219,8)

Transfert: 1 600,0

. Subvention équivalente au montant du loyer SIQ que devra assumer l'IPQ pour son agrandissement et sa modernisation		1 600,0
--	--	---------

Total des variations budgétaires 2 650,0

[a] Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles: 564,7 k\$

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Recherche des causes et des circonstances des décès
Responsable	M ^e Pierre Morin, coroner en chef

MANDAT

En vertu de la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès (L.R.Q., c. R-0.2), le coroner est un officier public qui a compétence à l'égard de tout décès survenu au Québec, de même que sur tout mode de disposition, au Québec, du cadavre de toute personne décédée hors du Québec dans des circonstances obscures ou violentes, ou dont les causes médicales probables du décès sont inconnues.

Certains types de décès doivent lui être obligatoirement signalés:

- décès d'une personne dont l'identité est inconnue;
- décès survenu dans des circonstances obscures ou violentes;
- décès au sujet duquel un médecin ne peut établir la cause probable;
- décès survenu dans un des lieux suivants :

centre de détention et pénitencier, centre d'accueil de la classe des centres de réadaptation au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5), famille d'accueil, garderie, poste de police et établissement où des personnes sont admises en cure fermée;

- décès survenu à l'occasion d'un sinistre.

À l'égard de ces décès, le coroner doit établir au moyen d'une investigation et, le cas échéant, au moyen d'une enquête, l'identité de la personne décédée, la date et le lieu du décès, les causes probables du décès, à savoir les maladies, les états morbides, les traumatismes ou les intoxications qui ont causé le décès ou y ont abouti ou contribué ainsi que les circonstances du décès.

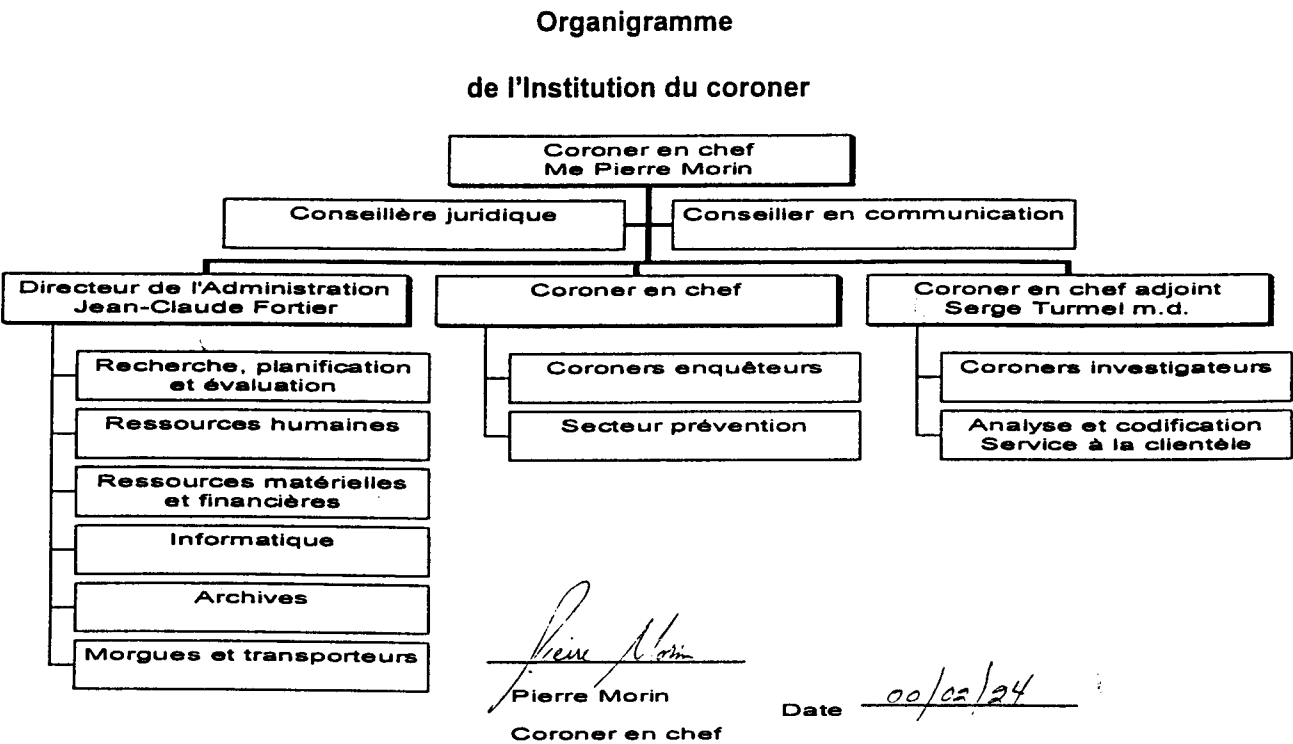
À l'occasion d'une investigation ou d'une enquête, le coroner peut aussi faire des recommandations visant une meilleure protection de la vie humaine.

Le coroner exerce son mandat en respectant les droits de toutes les personnes impliquées et fournit aux personnes intéressées et au public les informations qu'ils sont en droit d'exiger.

En somme, la mission du coroner est : « de rechercher les informations pertinentes à la suite des décès obscurs ou violents afin de satisfaire le besoin de savoir, de contribuer à l'étude et à la prévention de ces types de décès, de faciliter la reconnaissance et l'exercice des droits et des recours et d'informer le public ».

ORGANISATION

En revision



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Coroner en chef	1	1	-	-
Coroners	9	9	-	-
Cadres supérieurs	2	2	-	-
Professionnels	8	8	-	-
Techniciens	6	6	-	-
Personnel de bureau	14	14	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers	7	7		
Effectif régulier autorisé	47	47	-	-
Effectif total autorisé	48	48	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Recherche des causes et des circonstances des décès			
RESPONSABLE:	Me Pierre Morin, coroner en chef			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	2 697,6	2 631,8	65,8	2,5
Fonctionnement	1 785,1	1 785,1		
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	4 482,7	4 416,9	65,8	1,5
Immobilisations	132,9	132,9		
Prêts, placements et avances	3,0	3,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	135,9	135,9		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	4 618,6	4 552,8	65,8	1,4
Effectif régulier autorisé	47	47		
Effectif total autorisé	48	48		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 65,8

Ajustement du SCT

- Augmentation salariale

65,8

Total des variations budgétaires

65,8

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Commissaire à la déontologie policière
Responsable	M. Paul Monty, commissaire

MANDAT

En vertu de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., c. O-8.1), le mandat du Commissaire à la déontologie policière est de recevoir et d'examiner toute plainte, formulée par toute personne, relative à la conduite d'un policier ou d'un constable spécial dans l'exercice de ses fonctions et pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers.

Pour s'acquitter de son mandat, le Commissaire assure les fonctions suivantes, sur la base des pouvoirs attribués par le législateur : examiner les plaintes pour en déterminer la recevabilité, concilier obligatoirement les parties à moins que, pour des motifs d'intérêt public, il décide d'enquêter sur la conduite d'un policier ou d'un constable spécial, rejeter s'il y a lieu la plainte après enquête, citer le policier à comparaître devant le Comité de déontologie policière et enfin, le cas échéant, porter en appel les décisions du Comité.

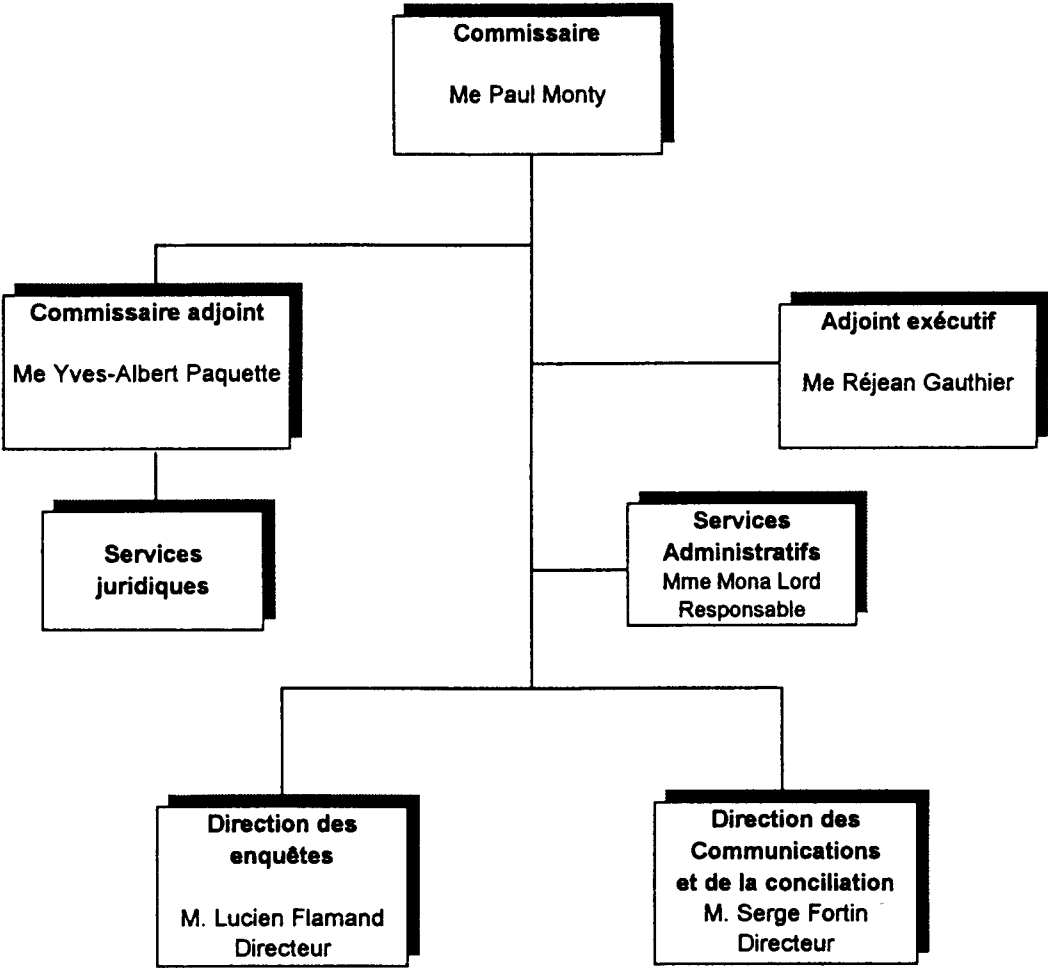
En outre, dans l'exercice de son mandat, le Commissaire doit notamment :

- veiller à l'application et au respect du Code de déontologie des policiers du Québec;
- prêter assistance à toute personne pour la formulation de sa plainte;
- informer le plaignant du processus de traitement des plaintes notamment de la procédure de la conciliation;
- saisir le corps de police approprié pour fins d'enquête criminelle lorsqu'il lui apparaît lors de l'analyse préliminaire de la plainte qu'une infraction criminelle peut avoir été commise;
- aviser par écrit le plaignant, le directeur et les policiers concernés de la réception de la plainte, des décisions prises en cours d'examen de ladite plainte et, s'il y a lieu, du progrès de l'enquête;
- informer le plaignant de son droit de faire réviser une décision refusant de traiter ou d'enquêter sa plainte ou rejetant celle-ci après enquête;
- citer un policier à comparaître lorsque le Comité de déontologie policière accueille la demande de révision d'un plaignant dont la plainte, après enquête, a été rejetée;
- attirer l'attention du ministre ou d'un directeur d'un corps de police sur les questions qu'il juge d'intérêt général en vue de remédier à des situations préjudiciables constatées dans l'exercice de ses fonctions ou prévenir leur répétition;
- exercer les autres fonctions que lui confie le ministre, notamment, lorsqu'il lui demande de tenir une enquête sur la conduite d'un policier pouvant constituer un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.

Enfin, le Commissaire peut :

- communiquer au policier dont la conduite a fait l'objet d'une plainte des observations de nature à améliorer sa conduite professionnelle et à prévenir la violation du Code de déontologie des policiers du Québec;
- recommander au directeur d'un corps de police de soumettre un policier à une évaluation médicale ou à un stage de perfectionnement dans une institution de formation policière. Il peut également souligner à ce directeur la bonne conduite du policier comme il peut lui soumettre toute recommandation qu'il juge utile à l'application du Code de déontologie des policiers du Québec;
- transmettre, s'il y a lieu, le dossier au Procureur général, après enquête.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Commissaire	1	1	-	-
Membres	1	1	-	-
Cadres supérieurs	2	2	-	-
Professionnels	26	26	-	-
Techniciens	2	2	-	-
Personnel de bureau	11	11	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	43	43	-	-
Effectif total autorisé	43	43	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Commissaire à la déontologie policière			
RESPONSABLE:	M. Paul Monty, commissaire			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	2 308,8	2 252,5	56,3	2,5
Fonctionnement	440,6	440,6		
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	2 749,4	2 693,1	56,3	2,1
Immobilisations	12,0	12,0		
Prêts, placements et avances	1,0	1,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	13,0	13,0		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	2 762,4	2 706,1	56,3	2,1
Effectif régulier autorisé	43	43		
Effectif total autorisé	43	43		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 56,3

- Ajustement du SCT:

- Augmentation salariale

56,3

Total des variations budgétaires

56,3

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Comité de déontologie policière
Responsable	M ^e Claude Brazeau, président

MANDAT

Le Comité de déontologie policière est un organisme institué en vertu de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., c. 0-8.1).

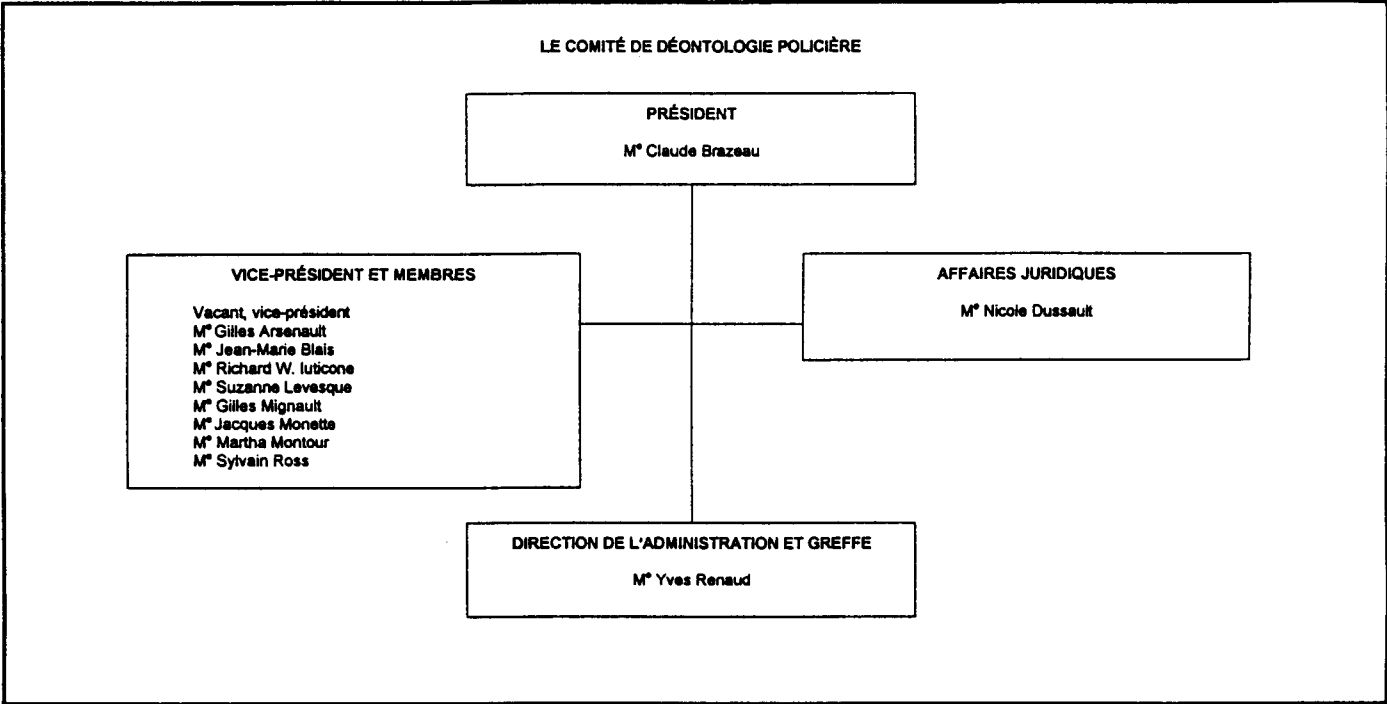
Le Comité a compétence exclusive pour disposer de toute citation portée par le Commissaire à la déontologie policière. Le Comité tient alors une audience publique où sont représentés le Commissaire à la déontologie policière, qui agit à titre de plaignant, et le policier visé dans la citation.

Une citation fait suite à une plainte déposée chez le Commissaire et concerne la conduite d'un policier à l'endroit des citoyens. Elle vise à faire décider par le Comité si cette conduite constitue un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec et, le cas échéant, pouvant entraîner l'imposition d'une sanction.

Le Comité a aussi la compétence pour entendre les demandes de révision qui lui sont adressées par des personnes insatisfaites de la décision du Commissaire à la déontologie policière, lorsque ce dernier rejette leur plainte après avoir complété une enquête.

Enfin, le Comité termine les enquêtes publiques qui étaient en cours à la Commission de police du Québec avant le 1^{er} septembre 1990.

ORGANISATION



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Président	1	1	-	-
Membres	7	7	-	-
Cadres supérieurs				
Professionnels	2	2	-	-
Techniciens	2	2	-	-
Personnel de bureau	9	9	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	21	21	-	-
Effectif total autorisé	21	21	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Comité de déontologie policière			
RESPONSABLE:	Me Claude Brazeau, président			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	1 121,3	1 102,2	19,1	1,7
Fonctionnement	641,6	633,1	8,5	1,3
Affectation à un fonds spécial				
Transfert				
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	1 762,9	1 735,3	27,6	1,6
Immobilisations	6,8	6,8		
Prêts, placements et avances	4,0	4,0		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	10,8	10,8		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	1 773,7	1 746,1	27,6	1,6
Effectif régulier autorisé	21	21		
Effectif total autorisé	21	21		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 27,6

- Ajustement du SCT:

. Augmentation salariale

27,6

Total des variations budgétaires

27,6

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: 19,1

· Ajustement du SCT:		
· Augmentation salariale	27,6	
· Réaménagement entre supercatégories	(8,5)	
	<hr/>	19,1

Fonctionnement: 8,5

• Réaménagement entre supercatégories 8,5

Total des variations budgétaires	27,6
---	-------------

Identification	Titre
Programme	Sécurité et prévention
Élément	Sécurité civile
Responsable	M. Luc Crépeault, sous-ministre associé

MANDAT

La Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie a pour mandat de s'assurer de la mise en place de mesures et activités qui tendent à éviter qu'un événement portant atteinte à la sécurité d'une personne et causant des dommages aux biens ne se produise ou, le cas échéant, qui tendent à en réduire les effets et qui permettent un retour à la vie normale. L'essentiel de cette mission se traduit par des activités d'expertise, de coordination et d'assistance financière qui peuvent s'exercer avant, pendant ou après un sinistre que celui-ci soit d'envergure locale, régionale ou provinciale. La Direction générale coordonne le Comité de l'organisation de la sécurité civile du Québec.

La Direction générale de la sécurité civile et de la sécurité incendie comprend cinq unités administratives, soit la Direction de la sécurité incendie, la Direction de la planification stratégique et de la modélisation, les directions territoriales de la sécurité civile de l'Est et de l'Ouest et la Direction de l'assistance financière et du soutien administratif.

La Direction de la sécurité incendie

Cette direction planifie, coordonne, dirige et contrôle les activités de sécurité incendie. Elle maintient une banque de données lui permettant de produire un rapport statistique annuel en matière d'incendie. Elle conçoit aussi des politiques et des programmes et donne des avis, notamment sur les projets de protocole d'entente entre les municipalités portant sur la protection incendie. Enfin, elle voit à la diffusion de renseignements et de conseils à l'intention des municipalités et du public en général sur les moyens de prévenir les incendies, particulièrement par le biais d'une campagne annuelle de prévention des incendies.

La Direction de la planification stratégique et de la modélisation

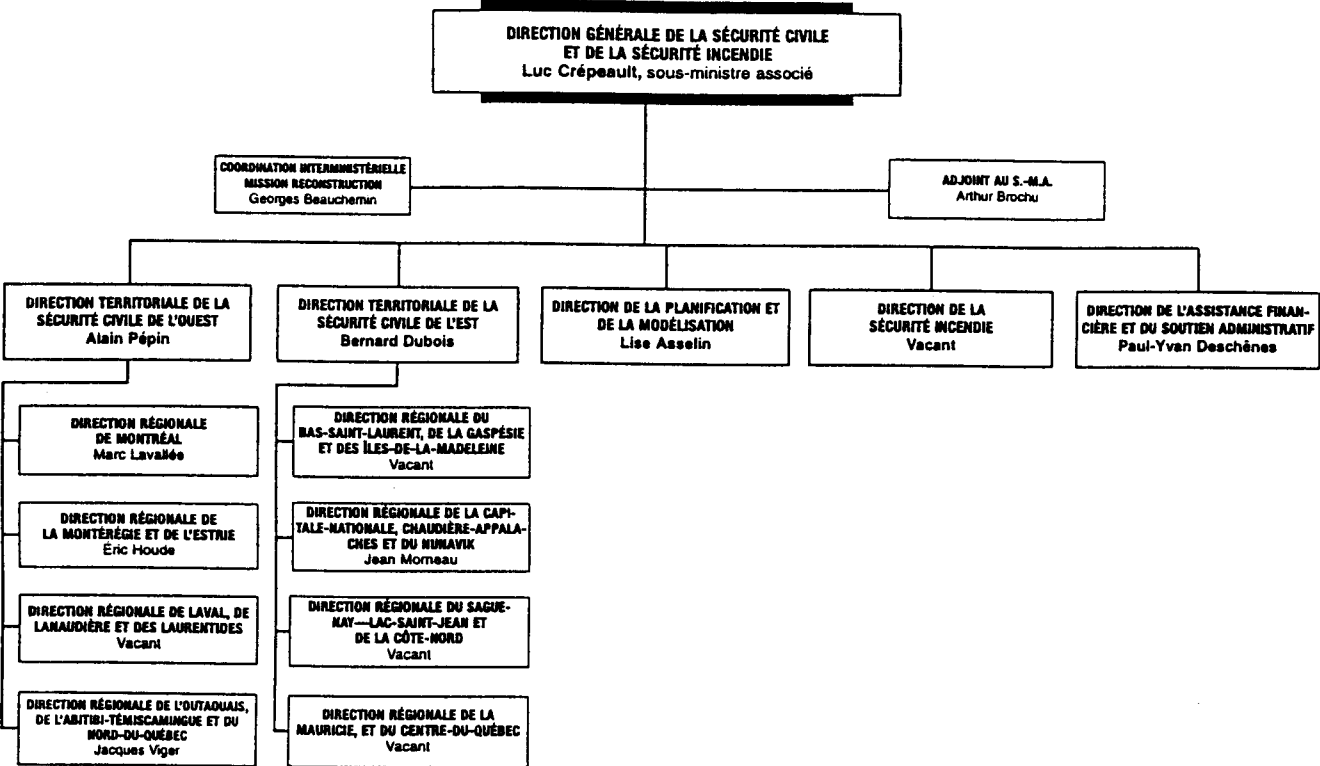
Cette direction possède un double mandat. D'abord, elle conçoit les orientations gouvernementales en sécurité civile au Québec et encadre la coordination interministérielle. De plus, la Direction soutient, dans leur travail de prévention, de formation et d'intervention en cas d'urgence, les différents partenaires impliqués à tous les niveaux d'intervention de la sécurité civile.

Les direction territoriales de la sécurité civile de l'Est et de l'Ouest

Ces deux directions planifient et coordonnent les activités de sécurité civile. Elle comptent huit directions régionales présentes en autant de points de service où sont offerts, aux 1 400 municipalités du Québec, les conseils et l'information dont elles ont besoin dans leurs démarches pour planifier la sécurité civile sur leur territoire. Outre son rôle de soutien aux autorités municipales en prévention dans le secteur de la sécurité civile, ses activités visent à assurer la mise en place et le maintien à jour de plans de mesures d'urgence et une organisation efficace des interventions requises sur les lieux de sinistres. De plus, les directions territoriales de la sécurité civile de l'Est et de l'Ouest sont responsables du maintien d'un système d'alerte provincial et régional permettant de mobiliser et de coordonner les ressources gouvernementales lors de sinistres et des programmes d'aide financière nécessaires à un retour à la vie normale.

La Direction de l'assistance financière et du soutien administratif

Cette direction assure l'assistance financière et le soutien administratif. Elle a principalement trois secteurs d'intervention, soit la planification et le contrôle financier, l'analyse des programmes d'aide et l'interface administrative de ces programmes avec le Fédéral ainsi que la représentation du gouvernement du Québec auprès de Protection civile Canada. Elle assure également la gestion financière de la direction générale.



Sommaire des effectifs

Catégorie d'emploi	2000-2001	Comparatif 1999-2000	Variation	
			#	%
Administrateurs d'état	1	1	-	-
Cadres supérieurs	7	7	-	-
Cadres intermédiaires	3	3	-	-
Professionnels	101	101	-	-
Techniciens	24	24	-	-
Personnel de bureau	26	26	-	-
Agents de la paix				
Ouvriers				
Effectif régulier autorisé	162	162	-	-
Effectif total autorisé	162	162	-	-

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME:	Sécurité et prévention			
ÉLÉMENT:	Sécurité civile			
RESPONSABLE:	M. Luc Crépeault, sous-ministre associé			
Supercatégorie	Crédits 2000-2001	Crédits comparatifs 1999-2000	Augmentation (diminution) k\$ %	
Rémunération	7 271,6	5 333,6	1 938,0	36,3
Fonctionnement	1 375,2	1 713,2	(338,0)	(19,7)
Affectation à un fonds spécial				
Transfert	5 117,0	6 617,0	(1 500,0)	(22,7)
Provision pour créances douteuses				
BUDGET DES DÉPENSES	13 763,8	13 663,8	100,0	0,7
Immobilisations				
Prêts, placements et avances	4,5	4,5		
BUDGET D'INVESTISSEMENTS	4,5	4,5		
Moins: Amortissement				
TOTAL :	13 768,3	13 668,3	100,0	0,7
Effectif régulier autorisé	162	162		
Effectif total autorisé	162	162		

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication de l'écart global de 100,0

. Ajustements du SCT :

. Augmentation salariale	95,4	
. Réforme de la sécurité civile (annualisation de la récurrence 1999-2000)	2 151,6	
. Financement de la réforme de la sécurité civile à même les crédits permanents	(2 000,0)	
. Subvention pour la création de l'École nationale des pompiers du Québec	500,0	
	<hr/>	747,0

. Autre ajustement:

. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles		(647,0)
---	--	---------

Total des variations budgétaires**100,0**

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES(en milliers de dollars)

. Explication des écarts par supercatégories

Rémunération: 1 938,0

. Ajustements du SCT:		
. Augmentation salariale	95,4	
. Réforme de la sécurité civile (annualisation de la récurrence 1999-2000)	2 489,6 [a]	
. Autre ajustement:		
. Réallocation entre programmes pour priorités ministérielles	(647,0)	
		1 938,0

Fonctionnement: (338,0)

. Ajustement du SCT:		
. Réforme de la sécurité civile (annualisation de la récurrence 1999-2000)		(338,0) [a]

Transfert: (1 500,0)

. Ajustements du SCT:		
. Financement de la réforme de la Sécurité civile à même les crédits permanents	(2 000,0)	
. Subvention pour la création de l'École nationale des pompiers du Québec	500,0	
		(1 500,0)

Total des variations budgétaires 100,0

[a] Réforme de la sécurité civile: 2151,6 k\$